

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 26/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Ferme éolienne de la Besse

1 rue des Arquebusiers
67000 Strasbourg

Références : 2026_264_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003104021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement SAS Ferme éolienne de la Besse implanté La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la reprise du chantier de construction du parc éolien de la Besse (Cherves-Châtelars et Lésignac-Durand, Charente).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Ferme éolienne de la Besse
- La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars
- Code AIOT : 0003104021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ferme éolienne de la Besse, dont le siège social est au 1 rue des Arquebusiers 67000 Strasbourg, est une filiale de la société VOLKSWIND France. La SAS ferme éolienne de la Besse est autorisée, par arrêté préfectoral du 9 mars 2020, à construire et exploiter un parc éolien composé de trois éoliennes et d'un poste de livraison sur les communes de Cherves-Chatelars et de Lésignac-Durand. Le parc dont le chantier de construction était en cours a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	préservation du milieu naturel	AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	fondations en eau des trois éoliennes	AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêt du chantier le 14 août 2025, la construction du parc éolien de la Besse a repris le 24 février 2026. Il est constaté la mise en place des équipements de pompage de l'eau des fondations des éoliennes E1 et E2.

En revanche, la vidange de la fondation de l'éolienne E3 – et plus généralement l'ensemble des travaux liés à cette machine – ne peuvent être envisagés compte tenu de la présence d'amphibiens. Par ailleurs, la barrière anti-amphibiens de cette éolienne montre de nombreux points défectueux qu'il convient de pallier.

Enfin, la dépollution d'une zone contaminée de la base de vie, par une fuite d'hydrocarbures, n'a été ni initiée ni réalisée. Le non-respect de l'article 1.3.2 de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2025 justifie de proposer au préfet la signature d'un projet d'arrêté prononçant une amende administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : préservation du milieu naturel

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, fuite d'hydrocarbure bas de vie
Prescription contrôlée <i>Arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et</i>

prescrivant des mesures d'urgence, article 1.3.2

1.3.2 L'exploitant indique, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, et préalablement à toute reprise du chantier, les mesures envisagées, associées de leurs justificatifs, de nature à garantir les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la protection des sols et des sous-sols possiblement affectés par la diffusion d'hydrocarbures.

Demande lors de l'inspection du 3 octobre 2025

Il est demandé à l'exploitant, dès la reprise du chantier

- de prendre les mesures nécessaires pour éliminer et traiter toute trace de pollution susceptible d'avoir contaminé les sols et sous-sols par la diffusion d'hydrocarbures
- de justifier les volumes et quantités de terres excavées et de fournir les justificatifs d'enlèvement de ces terres vers les filières de traitement adaptées (bordereau de suivi de déchets).

Constats

La reprise du chantier de construction du parc éolien a débuté le 24 février 2026. Lors de cette inspection, les mesures nécessaires à l'élimination et au traitement de toute trace de pollution susceptible d'avoir contaminé les sols et sous-sols par la diffusion d'hydrocarbures, n'étaient pas encore déployées (voir photographies ci-dessous, notamment, près du groupe électrogène, l'état du sol similaire lors de l'inspection précédente [3 octobre 2025] et celle-ci [26 février 2026]).



Base de vie (en haut, à gauche et à droite) zone contaminée du groupe électrogène, en octobre 2025 et février 2026 ; (en bas) vue générale de la base de vie (février 2026)



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, **sous 15 jours**

- de prendre les mesures nécessaires pour éliminer et traiter toute trace de pollution susceptible d'avoir contaminé les sols et sous-sols par la diffusion d'hydrocarbures
- de justifier les volumes et quantités de terres excavées et fournir les bons d'enlèvement de ces terres vers les filières de traitement adaptées (bordereau de suivi de déchets).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : fondations en eau des trois éoliennes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux

Prescriptions contrôlées

Arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence, article 1.1.5

1.1.5 L'exploitant détaille, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les modalités envisagées pour une reprise du chantier, notamment pour le pompage et l'évacuation des eaux actuellement présentes dans les fondations des trois éoliennes. Une étude hydrogéologique, préalable à toute reprise des travaux, est menée pour définir les modalités de reprise du chantier et les dispositions à prendre pour éviter de générer une résurgence de nappe lors de la poursuite des travaux relatifs aux fondations des éoliennes.

Arrêté préfectoral n° 16-2025-12 16-00003 du 16 décembre 2025



Direction départementale
des territoires

Arrêté n° 16-2025-12-16-00003
portant prescriptions spécifiques à déclaration
au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement
concernant des opérations de pompage de rabattement temporaire de nappe
phréatique avec rejet sur le sol dans le cadre des travaux d'implantation des
fondations des 3 éoliennes d'un projet de ferme éolienne, communes de CHERVES-
CHÂTELARS et LÉSIGNAC-DURAND

Arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence

Article 2.2 Barrière anti-amphibiens

L'exploitant installe, sous une semaine à compter de la notification du présent arrêté, une barrière anti-amphibiens adaptée et efficace afin de limiter l'accès des animaux aux fondations des éoliennes.

Code de l'environnement, article L. 411-1

I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :

1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat [...]

Constats (voir photographies ci-après)

1) Le jour de cette inspection (25 février 2026)

- la vidange de la fondation de l'éolienne E2 débute (fin de matinée)
- les éléments du dispositif de pompage de l'eau de la fondation de l'éolienne E1 sont présents sur site, avec une installation prévue dans l'après-midi
- le personnel de l'entreprise Colas indique que, suite au passage d'un écologue, le pompage de l'eau de la fondation de l'éolienne E3 ne peut être envisagé, compte tenu de la présence d'amphibiens. (L'inspection observe effectivement la présence d'un batracien dans la fondation de cette éolienne.)

2) Les *barrières anti-amphibiens* ont été remises en état par le personnel de Colas, suite au passage de l'écologue. L'inspection constate que les barrières autour des éoliennes E1 et E2 sont solides et intègres. En revanche, celle de l'éolienne E3 est dégradée et défectueuse en plusieurs points.



Eolienne E2 (à gauche) fondation en eau ; (à droite) station de pompage



Eolienne E1 (à gauche) fondation en eau ; (au centre) mise en place de la station de pompage ; (à droite) barrière anti-amphibiens



fondation en eau

Eolienne E3

Zones défectueuses de la barrière anti-amphibiens



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, **sous 5 jours**, de

- redonner à la barrière anti-amphibiens de l'éolienne E3 son intégrité sur l'ensemble du périmètre
- transmettre le(s) rapport(s) de l'écologue qui a (ont) été établi(s) préalablement à la reprise du chantier du parc éolien.

Par ailleurs, l'exploitant communique à l'inspection

- **sous 15 jours**, les mesures prévues pour préserver les batraciens sur l'éolienne E3
- **au fil de l'eau**, les rapports d'écologie et les justificatifs de l'efficacité des mesures mises en œuvre pour l'éolienne E3
- **au fil de l'eau**, les rapports d'écologie du suivi du chantier de construction du parc.

Enfin, l'exploitant cesse tout travaux de construction liés à l'éolienne E3. Les travaux de pompage de l'eau dans la fondation et la poursuite du montage de l'éolienne ne pourront reprendre qu'après avis de l'inspection des installations classées, dès lors que la problématique « amphibiens » aura été traitée et justifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 jours